

6

FINANCES FINANCE

La prudence adoptée dans la préparation du budget prend en compte les préoccupations du CIO dans ce domaine : réduire le coût des Jeux à venir, ne laisser aucune dette, intégrer les concepts d'organisation des Jeux dans les perspectives à long terme du territoire.

There has been a prudent approach to preparing the budget. It reflects the IOC desire to reduce the cost of future Games, to leave no residual debt, and to ensure that the concepts are consistent with the long-term plans of the territory.

6.1 Garantie financière

Le Gouvernement français garantit la couverture d'un éventuel déficit enregistré par le COJO de Paris.

Le document original figure dans le dossier des garanties.

6.2 Garanties financières supplémentaires

L'Etat, la Région Ile-de-France et la Ville de Paris s'engagent à créer une Organisation de Coordination Olympique (OCCO) chargée de coordonner, de planifier et d'assurer l'exécution des opérations olympiques ne relevant pas du COJO (cf. paragraphe 2.1).

Les autorités nationales et régionales s'engagent à mettre gracieusement à la disposition du COJO de Paris les services publics de transport, de sécurité, médicaux et douaniers, ainsi que tout autre service public.

Le financement relatif au Festival Olympique des Arts sera assuré pour partie par des aides publiques habituelles.

Le Gouvernement français s'engage, si Paris est désignée comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques en 2012, à appliquer les dispositions fiscales définies au paragraphe 6.5.

Le cas échéant, le Gouvernement français aidera le COJO de Paris à obtenir auprès d'une institution financière française les facilités de trésorerie nécessaires pour couvrir les frais initiaux du COJO engagés préalablement à la perception des recettes.

Les documents originaux figurent dans le dossier des garanties.

6.3 Contrôle des prix

Le Gouvernement français garantit que les prix, notamment des hôtels et des services y afférant, seront strictement contrôlés pendant la période des Jeux, selon la législation sur les prix et la concurrence applicable en France.

Si celle-ci garantit la liberté des prix lorsque la concurrence peut normalement s'exercer, la loi permet, par exception à ce principe général, aux autorités gouvernementales de prendre, « contre des hausses ou des baisses excessives de prix, des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé ».

Dans cet esprit, la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie mettra en place, pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, un dispositif de contrôle spécifique, adapté à l'ampleur de l'événement, qui précédera et accompagnera les Jeux. Il vise à déceler les infractions à la législation en vigueur et à prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour y remédier. Les tarifs hôteliers et ceux des services afférents feront l'objet d'une attention toute particulière.

Paris 2012 a travaillé en étroite collaboration avec l'industrie hôtelière, qui a accepté de fixer les tarifs des chambres d'hôtel sur la base des prix de 2004. Cette collaboration se traduit par des accords signés et formels, présentés dans le thème 13.

Le document original figure dans le dossier des garanties.

6.1 Financial Guarantee

The French government has provided a guarantee to cover any financial shortfalls that may be incurred by the Paris OCOG.

The original document is contained within the Guarantees File.

6.2 Additional Financial Guarantees

The French, Regional and City governments have guaranteed the creation of an Olympic Coordination Organisation (OCCO) to coordinate, plan and ensure the delivery of non-OCOG Olympic operations (see Section 2.1).

National and Regional authorities have committed to provide transport, security, medical, customs and other government related services at no cost to the Paris OCOG.

Part of the Olympic Arts Festival will be financed through current public subsidies.

The French government has given an undertaking that if Paris is selected as the Host City of the 2012 Olympic and Paralympic Games, the fiscal structure set out in Section 6.5 will apply.

If required, the French government will assist the Paris OCOG to obtain credit facilities through a French financial institution to finance initial OCOG expenditures prior to the receipt of OCOG revenues.

The original documents are contained within the Guarantees File.

6.3 Price Controls

The French government has guaranteed that prices, notably those of hotel rooms and related services, will be strictly controlled during the Games period, under existing legislation governing prices and competition.

While this legislation guarantees that prices can generally be set freely, there are exceptions to this general principle. The law allows government authorities to take "temporary measures to combat excessive price increases or reductions, on the grounds of a crisis situation, exceptional circumstances, a public disaster or a manifestly abnormal situation in the market within a given sector".

In this spirit, the Department of Competition, Consumer Affairs and Fraud Prevention (DGCCRF) of the Ministry of the Economy, Finance and Industry will establish, for the Olympic and Paralympic Games, a series of specific controls for the lead-up to and during the Games. These controls will highlight any breaches of the legislation in force and if appropriate, measures will be taken to manage prices. Particular attention will be paid to hotel rates and related services.

Paris 2012 has worked extensively with the hotel industry which has agreed to base hotel room prices on 2004 levels. Formal agreements have been reached and are described in Theme 13.

The original document is contained within the Guarantees File.

6.4 Gestion financière post-olympique

Paris 2012 a conclu des accords avec les propriétaires de chacun des sites de compétition existants, prévus et supplémentaires, du village olympique, du CIRTV et du CPP, y compris ceux nécessitant des aménagements permanents. La gestion à long terme de ces sites incombe à leur propriétaire. Un plan d'exploitation a été établi pour chaque nouveau site de compétition permanent afin de s'assurer de sa viabilité économique à long terme.

Des concepts innovants sur l'utilisation à long terme des sites temporaires font actuellement l'objet d'études approfondies. Les pavillons temporaires installés pour les Jeux seront transmis à des entités (organismes, collectivités locales, etc.) désireuses de se doter d'installations polyvalentes, adaptées à des manifestations locales, régionales et nationales.

Le COJO de Paris développera un programme de cession d'actifs afin de limiter le coût net pour le COJO. Comme héritage tangible des Jeux de Paris 2012, le COJO offrira le matériel sportif utilisé à des organisations sélectionnées.

Les autres biens mobiliers exploitables seront vendus aux enchères ou lors de ventes publiques.

6.5 Fiscalité - Impôts et taxes

6.5.1 Impact de la fiscalité

Les impôts collectés auprès des particuliers, qu'ils soient reversés à l'Etat (par exemple, impôt sur les revenus, impôt sur la fortune, impôt sur le patrimoine) ou aux autorités locales comme la taxe d'habitation, n'auront aucune incidence ni ne seront impactés par les Jeux.

Les droits de douane n'auront pas non plus de répercussion sur les Jeux, puisque les équipements et services nécessaires à la tenue de ces derniers en seront totalement exonérés, à leur entrée comme à leur sortie du pays (cf. paragraphes 4.6 et 4.7).

Compte tenu du niveau actuel des infrastructures à Paris et en France, les besoins spécifiques d'aménagements supplémentaires à la bonne organisation des Jeux Olympiques sont relativement limités. De fait, aucune fiscalité additionnelle ne sera mise en place pour les Jeux, l'envergure financière de l'Etat, de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris, toutes classées « AAA » par les organismes de notation, permettant de financer cet effort à travers des programmes d'investissement pluriannuels.

6.5.2 Forme juridique et régime fiscal du COJO de Paris

Le COJO de Paris revêtira la forme d'une association (régie par la loi du 1^{er} juillet 1901) et sera reconnue d'utilité publique (cf. paragraphe 3.7.2). A but non lucratif, le COJO pourra mener des activités industrielles, commerciales (partenariats, droits TV) et professionnelles si celles-ci restent dans le cadre d'une gestion désintéressée. Sa gestion et sa comptabilité seront effectuées selon les règles de droit privé, applicables aux entreprises.

Le statut fiscal du COJO est déterminé par la nature économique de ses activités et est donc indépendant de son statut juridique. La situation du COJO de Paris au regard des différents impôts et taxes est définie dans les paragraphes ci-après.

Les dons effectués au COJO de Paris seront déductibles du revenu imposable.

6.4 Post-Games Financial Plan

Paris 2012 has signed agreements with the owners of all existing planned and additional competition venues, the Olympic Village, IBC and MPC, especially those venues where capital construction is required. The long-term responsibility for the operations and maintenance of the venues will rest with the venue owner. A business plan has been prepared for all new competition venues to ensure their long-term financial viability.

A range of innovative ideas are being investigated in relation to the long-term use of temporary venues. For example temporary pavilions, used for the Games, could be transferred to entities (sporting organisations, local authorities) wishing to equip themselves with multi-purpose venues suitable for hosting community, regional and national events.

The Paris OCOG will integrate procurement and asset disposal to minimise net costs. After the Games the Paris OCOG will transfer without cost sports equipment to selected sporting organisations as a legacy of the event.

All other operating assets will be disposed of by public auction or bids.

6.5 Taxes

6.5.1 Impact of Taxes

Taxes levied on people, whether for the benefit of the State (e.g. income tax, wealth tax, estate duties) or of local authorities, like the residence tax, will not impact nor be impacted by the Games.

Customs duties will not impact nor be impacted by the Games as the assets and services required for holding the Games will be totally exempt from these duties as they enter and leave the country (see Sections 4.6 and 4.7).

Given the level of infrastructure that already exists in Paris and throughout France, the requirement for additional facilities associated with organising the Olympic and Paralympic Games are relatively limited. No additional taxes will be levied for the Games, as the French government, the Ile-de-France Region and City of Paris, all rated "AAA", can afford to finance this effort via investment programmes over several years.

6.5.2 Legal form and Tax Status of the Paris OCOG

The Paris OCOG will be established under 1901 French Law as a private association and declared of public interest (see Section 3.7.2). It will be a non-profit organisation, but will be able to engage in industrial, commercial (partnerships, TV rights) and professional activities, provided these remain within the framework of a non-profit management structure. The management and accounting methods used to run the OCOG will be based on the rules of private law applicable to businesses.

The tax status of the Paris OCOG is determined by the economic nature of its activities and is therefore independent of its legal status. The tax status is outlined in the following Sections.

Donations to the Paris OCOG will be tax deductible for the donor.

6.5.3 Impact du statut fiscal sur le COJO

Le COJO de Paris aura le caractère d'un organisme à but non lucratif effectuant des opérations commerciales. Dans ce cadre, le Gouvernement a précisé au comité de candidature que les principales règles fiscales applicables seront les suivantes :

- le COJO de Paris ne sera pas redevable de la taxe foncière sur les propriétés bâties, car il n'assumera aucun investissement durable et ne sera pas propriétaire de biens immobiliers ;
- le COJO de Paris ne sera pas soumis à l'impôt sur les sociétés puisque répondant aux critères d'exonération. La loi française prévoit en effet que soient exonérées les associations organisant (avec le concours des collectivités locales) des réunions sportives et autres manifestations publiques présentant du point de vue économique un intérêt certain pour la commune ou la région ;
- les contrats à titre onéreux que le COJO de Paris conclura directement seront soumis à la TVA, sauf si les preneurs sont établis hors de l'Union Européenne ou assujettis dans un autre Etat membre de celle-ci. A noter que la TVA est un impôt totalement neutre pour les opérateurs économiques ;
- en dehors de la TVA, la seule autre taxe sur les ventes ayant une incidence sur les Jeux est la « taxe sur les spectacles » perçue au bénéfice des collectivités locales. La majorité des 28 épreuves inscrites au programme des Jeux d'été en est d'ores et déjà exemptée. Cette exemption sera étendue par les communes à l'ensemble des compétitions sportives devant se dérouler dans le cadre des Jeux ;
- enfin, le COJO sera également soumis, à raison des rémunérations versées à son personnel, aux taxes et participations assises sur les salaires (taxe sur les salaires, taxe d'apprentissage, participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue et participation des employeurs à l'effort de construction).

Les autres taxes susceptibles d'être prélevées sur les montants versés par des tiers au COJO de Paris ou au CIO ne seront pas applicables :

- taxes sur les dotations apportées par le CIO au COJO de Paris : les dotations du CIO, alimentées par les droits de télévision et de parrainage, ont le caractère fiscal d'une subvention exceptionnelle. Elles sont versées au COJO de Paris au titre de l'organisation générale des Jeux Olympiques, sans contrepartie, tel que défini dans le contrat de ville hôte. Elles ne sont donc ni soumises à la TVA, ni prises en compte dans la détermination du droit du COJO à récupération de la TVA qu'il aura acquittée auprès de ses fournisseurs ;
- taxes sur les droits de marketing : les versements effectués au profit du CIO par les « TOP Sponsors » en contrepartie d'opérations de publicité et de parrainage ne seront soumis à la TVA en France que par les « TOP Sponsors » établis en France. De même, les versements effectués directement au profit du COJO de Paris par les partenaires en contrepartie de ce type d'opérations ne seront soumis à la TVA française que dans l'hypothèse où les partenaires assujettis à la TVA concernée sont établis en France ;
- taxes sur les primes versées aux athlètes : les primes versées par l'Etat aux athlètes français médaillés olympiques, sont traditionnellement exonérées d'impôt par la loi de Finances de l'année considérée. Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques à Paris en 2012, le Gouvernement s'engage à exonérer de tout impôt payable en France l'ensemble des athlètes Olympiques, quels que soient leur nationalité et le débiteur de la prime ;
- taxe sur les retransmissions sportives : en France, il existe normalement une taxe de 5 % sur la vente des droits de télévision d'événements sportifs. Cette taxe ne trouve pas à s'appliquer car, bien que l'événement sportif se déroule en France, les droits de télévision sont facturés par un organisme résident d'un pays étranger.

6.5.4 Taxes prélevées sur les montants versés au CIO

Les redevances payées sur des droits de propriété intellectuelle au profit de personnes ne résidant pas en France de manière permanente font généralement l'objet d'une retenue à la source. La Convention fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée entre la France et la Suisse prévoit l'application d'une retenue à la source de 5 % sur le montant brut de ces rémunérations. Pour que le CIO ne soit pas pénalisé, le COJO de Paris prendra en charge cette retenue de 5 %.

En cas de réalisation d'un bénéfice par le COJO de Paris, les montants reversés par ce dernier au CIO ne seront soumis à aucune retenue à la source ni à aucun impôt sur le revenu.

Le régime fiscal applicable au COJO de Paris, au CIO et aux tiers impliqués dans les Jeux Olympiques et Paralympiques a été validé par le Gouvernement français.

Le document original figure dans le dossier des garanties.

6.5.3 Impact of Tax Status of the Paris OCOG

The Paris OCOG will be a non-profit organisation undertaking commercial operations. The French government has already defined the main tax rules applicable:

- the Paris OCOG will not be liable for any land tax, as it will not assume any long-term investment and will not own any real estate;
- the Paris OCOG will not be subject to corporation tax, as it meets the exemption criteria applicable under French law. This law grants exemption for associations organising (with the support of local authorities) sports meetings and other public events of clear economic benefit to the municipality or region;
- any contract subject to valuable consideration concluded directly by the Paris OCOG will be subject to VAT, unless the buyers are based outside the European Union or are liable for taxation within another EU Member State. It should be noted that the fundamental characteristic of VAT is that it is a totally neutral as far as economic operators are concerned;
- the only other tax on sales with a potential impact on the Games is the "entertainment tax" charged by local authorities. Most of the 28 sporting events comprising the Summer Games programme are already exempt from this tax, and this exemption will be extended by the local authorities to include all the sports competitions held within the framework of the Games;
- finally, the Paris OCOG will also be subject to various taxes based on salaries (payroll tax, apprenticeship tax, contribution to the development of ongoing professional training and contribution to fund social housing).

Other taxes liable to be levied on monies paid to the Paris OCOG or to the IOC by third parties will not apply:

- taxes on grants provided by the IOC to the Paris OCOG: the IOC's grants (provided through television and sponsorship rights) are viewed as exceptional subsidies for tax purposes. They would be paid to the Paris OCOG as a contribution to the cost of organising the Olympic Games, and without any specific reciprocal obligation (as set out in the Host City Contract). Consequently they will not be subject to VAT, nor would they be taken into account for the purpose of determining the Paris OCOG's right to recover the VAT it pays to its suppliers;
- taxes on marketing rights: any payment made to the IOC by "TOP Sponsors" as a counterpart for publicity or partnership rights will only be subject to VAT in France for "TOP Sponsors" based in France. In the same way, any payment made directly to the Paris OCOG in relation to marketing rights are only subject to VAT when the taxable partners are based in France;
- taxes on incentives paid to athletes: incentives paid by the government to French athletes who have won Olympic medals are traditionally granted tax-free status under the budget for the year in question. Within the framework of organising the Olympic Games in Paris in 2012, the French government undertakes to grant all Olympic athletes exemption from any taxes payable in France, whatever the athletes' nationality and whatever the party making the payment;
- taxes on TV retransmission rights: in France, there is normally a 5% tax on the sale of television rights for sporting events. Even if the event takes place in France, this tax will not apply as the transmission rights are sold by an entity that is based outside the country.

6.5.4 Tax Status of Payments to the IOC

Fees paid for the use of intellectual property rights to persons whose permanent residence is not in France are generally subject to a withholding tax at source. Under the International Agreement signed between France and Switzerland, a 5% withholding tax at source would be applicable to the gross amount of the remunerations. To prevent the IOC being penalised, the Paris OCOG will pay this 5% withholding tax.

No other withholding or income taxes will apply on surplus that flows from the Paris OCOG to the IOC.

The tax regime applicable to the Paris OCOG, the IOC and any third persons involved in the Olympic and Paralympic Games has been validated by the French government.

The original document is contained within the Guarantees File.

6.6 Budget

Les budgets de Paris 2012 ont été élaborés grâce aux éléments transmis par le CIO et par OGKS, sur la base de l'expérience des Jeux Olympiques de Sydney 2000 et d'Athènes 2004, et en collaboration avec des experts français et étrangers.

Les budgets consolidés de Paris 2012 (COJO et hors COJO) répondent à la volonté du CIO de réduire le coût des futurs Jeux Olympiques et Paralympiques et de veiller à ce que ces derniers s'inscrivent dans des programmes de développement à long terme de la ville hôte.

Le coût global des Jeux Olympiques et Paralympiques (budget COJO et coûts supplémentaires hors COJO) à Paris en 2012 sera de moins de 5 milliards USD (4,16 milliards EUR), en raison du nombre et de la qualité des infrastructures existantes, notamment en matière de transport et d'hébergement. Ce niveau de dépenses maîtrisé permet de limiter les risques en terme de planification, de construction et de financement.

6.6.1 Budget détaillé

Le budget COJO de Paris 2012 s'élève à 2,65 milliards USD (2,21 milliards EUR). Le taux de change utilisé est de 0,83 EUR pour 1 USD. Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans le dossier de candidature sont en USD 2004.

Le budget COJO, élaboré selon une approche prudente, inclut une réserve générale pour aléas ainsi que certaines réserves spécifiques.

Il comprend les dépenses liées aux opérations et aux aménagements temporaires et ne comprend aucune dépense en capital. La décision de construire un grand nombre de sites temporaires a une incidence sur le budget du COJO. Il s'agit d'une stratégie délibérée, cohérente avec les objectifs du CIO, destinée à éviter la construction « d'éléphants blancs ». Le budget COJO de Paris 2012 comprend les ressources nécessaires à cette proportion élevée de sites temporaires.

Les recettes prévues couvriront les coûts, de sorte que le budget de fonctionnement des Jeux Olympiques ne nécessitera aucune subvention publique. A noter que le budget des Jeux Paralympiques prévoit une aide des collectivités.

Budget détaillé des Jeux Olympiques et Paralympiques (budget COJO)

A- REVENUS	USD (000)	%	B- DEPENSES	USD (000)	%
			B1 BIENS D'EQUIPEMENT		
1 Contribution du CIO	600 000	22,6	13 - Installations sportives	-	0,0
			- Village olympique et autres villages	-	0,0
2 Parrainage TOP	300 000	11,3	- CIRTV et CPP	-	0,0
			- Autres	-	0,0
3 Parrainage local	528 610	19,9		-	0,0
3 Fournisseurs officiels	116 658	4,4	B2 FONCTIONNEMENT		
4 Ventes de billets	612 402	23,0	14 Sites sportifs	385 372	14,5
5 Licences			14 Village olympique et autres villages	145 938	5,5
- Produits sous licence	51 732	1,9	14 CIRTV et CPP	69 533	2,6
- Programme des monnaies	5 000	0,2	14 Autres	47 761	1,8
- Philatélie	-	0,0	15 Main-d'œuvre des Jeux	241 619	9,1
	2 214 402	83,3	16 Systèmes d'information	309 000	11,6
6 Loteries	54 000	2,0	16 Télécommunications et autres technologies	122 600	4,6
7 Dons	21 600	0,8	16 Internet	20 000	0,8
	75 600	2,8	17 Cérémonies et culture		
8 Aliénation de biens	60 315	2,3	- Cérémonie d'ouverture	36 000	1,4
	60 315	2,3	- Cérémonie de clôture	8 400	0,3
9 Subventions			- Remise des médailles	1 200	0,0
- Gouvernement national	-	0,0	- Programme culturel	1 200	0,0
- Gouvernement régional	-	0,0	- Relais de la flamme	19 920	0,7
- Gouvernement local	-	0,0	- Autres programmes	5 820	0,2
	-	0,0	18 Services médicaux	16 422	0,6
10 Divers	308 486	11,6	19 Restauration	35 473	1,3
			20 Transport	92 404	3,5
			21 Sécurité	89 512	3,4
			22 Jeux Paralympiques	150 755	5,7
			23 Publicité et promotion	80 054	3,0
			24 Administration	254 060	9,6
			25 Epreuves pré-olympiques et coordination	29 874	1,1
			26 Autres	494 118	18,6
				2 657,035	99,9
11 DEFICIT	-	0,0	27 EXCEDENT	1 768	0,1
12 TOTAL	2 658 803	100,0	28 TOTAL	2 658 803	100,0

Budget finalisé le 15 / 09 / 2004.

6.6 Budget

The Paris 2012 budgets were prepared based on elements provided by the IOC and OGKS, with knowledge and expertise from the Sydney 2000 and Athens 2004 Olympic Games, and with the involvement of French and International experts.

The Paris 2012 consolidated budgets (OCOG and non OCOG) reflect the IOC's interest in reducing the cost of the future Olympic and Paralympic Games, and ensuring that the Games are consistent with the long-term development plans of the Host City.

The global cost of the Paris 2012 Olympic and Paralympic Games (OCOG budget and additional non OCOG budget) will be less than USD 5 billion (EUR 4.16 billion), thanks to the number and the quality of existing infrastructures, particularly in transport and accommodation. This controlled level of investment limits the risks in terms of planning, construction and funding.

6.6.1 Detailed Budget

The Paris OCOG budget stands at USD 2.65 billion (EUR 2.21 billion). The exchange rate applied is EUR 0.83 to USD 1. All figures in this document are shown in 2004 USD, unless otherwise noted.

There has been a prudent approach to the development of the budget, and it includes conservative specific and general contingency sums.

The Paris OCOG budget will not include any capital investment in venues. It is limited to overlay Games planning and operations costs. The decision to use a significant number of temporary venues is a deliberate strategy, consistent with the views of the IOC, to avoid "white elephants". The Paris 2012 OCOG budget includes appropriate provisions for the high proportion of temporary indoor venues.

Anticipated revenues will cover the estimated cost, and there will be no requirement for public subsidy of the Olympic operating budget. The Paralympic operating budget does assume a level of government subsidy.

Detailed Olympic and Paralympic Games budget (OCOG budget)

A- REVENUES	USD (000)	%	B- EXPENDITURE	USD (000)	%
			B1 CAPITAL INVESTMENTS		
1 IOC Contribution	600,000	22.6	13 Sports facilities	-	0.0
			- Olympic Village and other villages	-	0.0
2 TOP sponsorship	300,000	11.3	- IBC & MPC	-	0.0
			- Other	-	0.0
3 Local sponsorship	528,610	19.9		-	0.0
3 Official suppliers	116,658	4.4	B2 OPERATIONS		
4 Ticket sales	612,402	23.0	14 Sports venues	385,372	14.5
5 Licensing			14 Olympic Village & other villages	145,938	5.5
- Licensing merchandise	51,732	1.9	14 IBC & MPC	69,533	2.6
- Coin programme	5,000	0.2	14 Other	47,761	1.8
- Philately	-	0.0			
	2,214,402	83.3	15 Games workforce	241,619	9.1
6 Lotteries	54,000	2.0	16 Information systems	309,000	11.6
7 Donations	21,600	0.8	16 Telecommunications & other technologies	122,600	4.6
	75,600	2.8	16 Internet	20,000	0.8
8 Disposal of assets	60,315	2.3	17 Ceremonies and culture		
	60,315	2.3	- Opening Ceremony	36,000	1.4
9 Subsidies			- Closing Ceremony	8,400	0.3
- National government	-	0.0	- Medal award ceremonies	1,200	0.0
- Regional government	-	0.0	- Cultural programme	1,200	0.0
- Local government	-	0.0	- Torch relay	19,920	0.7
	-	0.0	- Other programmes	5,820	0.2
10 Other	308,486	11.6	18 Medical services	16,422	0.6
			19 Catering	35,473	1.3
			20 Transport	92,404	3.5
			21 Security	89,512	3.4
			22 Paralympic Games	150,755	5.7
			23 Advertising & promotion	80,054	3.0
			24 Administration	254,060	9.6
			25 Pre-Olympic events & coordination	29,874	1.1
			26 Other	494,118	18.6
				2,657,035	99.9
11 SHORTFALL	-	0.0	27 SURPLUS	1,768	0.1
12 TOTAL	2,658,803	100.0	28 TOTAL	2,658,803	100.0

Budget finalised on 15 / 09 / 2004.

6.6.2 Dépenses en capital

Le budget hors COJO est relativement modeste. Le besoin en infrastructures supplémentaires nécessaires à l'organisation des Jeux à Paris en 2012 est limité à environ 2,34 milliards USD (1,95 milliard EUR), grâce :

- à un système de transport public existant (routes et voies ferrées) dense et performant, continuellement complété et modernisé,
- à l'existence d'une capacité aéroportuaire suffisante,
- à la quantité et à la qualité des infrastructures d'hébergement en nombre et en qualité,
- à l'existence d'infrastructures sportives majeures comme le Stade de France®.

Les infrastructures de transport (routes et voies ferrées) sont pour la plupart des projets d'ores et déjà décidés et financés qui seront réalisés avant 2012, voire 2006 dans le cadre du contrat de plan Etat / Région Ile-de-France. En matière d'investissement spécifique pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, un effort particulier sera apporté concernant la mise en accessibilité pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) des infrastructures de transport et au développement des réseaux de mobilité douce. Ces mesures visent à placer Paris et la Région Ile-de-France dans le peloton de tête européen en la matière.

Concernant les sites sportifs, le stade olympique existe et le coût lié à la construction des cinq nouveaux sites de compétition est réparti entre quatre collectivités, dont les moyens opérationnels et financiers permettent d'absorber facilement ces investissements sur la période, sans remettre en question les programmes en cours, ni augmenter les impôts. Avec les aménagements connexes (couverture du périphérique par exemple), c'est environ 852 millions USD (710 millions EUR) qui seront investis dans des équipements de qualité pour lesquels un véritable besoin à long terme est avéré.

Les coûts spécifiques liés à la construction du village olympique sur le site des Batignolles, 1 024 millions USD (854 millions EUR), seront pris en charge par les autorités publiques : Ville de Paris, Etat et Région Ile-de-France.

Les opérations de support (i.e. transport, sécurité, services médicaux) seront fournies gratuitement par les différents organismes publics pour les Jeux Olympiques et Paralympiques.

Les documents originaux figurent dans le dossier des garanties.

Dépenses en capital hors budget COJO

C - Dépenses en capital	USD (000)
Aéroport	pm
Routes et voies ferrées	2 317 900
Hébergement des visiteurs	na
Sites sportifs	
- Sites de compétition	595 200
- Sites d'entraînement	na
Villages olympiques	2 480 200
Village des médias	na
Autres (CIRTV, CPP et aménagements connexes)	812 400
	6 205 700

pm : pour mémoire.
na : non applicable.

6.6.2 Capital Investment

The non OCOG budget is relatively modest. The requirement for additional infrastructure needed to organise the 2012 Games in Paris is limited to USD 2.34 billion (EUR 1.95 billion), thanks to:

- an existing extensive and well maintained public transport system (roads and railways), with ongoing investment programmes;
- sufficient airport capacity to meet Games demand;
- the quality and capacity of hotel infrastructure;
- the existence of major sporting facilities such as the Stade de France®.

Transport infrastructure (roads and railways) mainly relates to planned projects that are already approved and funded, and that will be finished before 2012, or even by the end of 2006 as part of the State/Ile-de-France Region development plan. As for specific additional investments for the Olympic and Paralympic Games, a special effort will be made with regards to public transport accessibility and eco-mobility, with the aim of bringing Paris and the Ile-de-France Region to top levels of practice in Europe.

With regards to sporting infrastructures, the Olympic Stadium already exists, and the cost of the five new permanent competition venues is shared between four local public authorities whose operational and financial capacities allow them to easily absorb these investments over the period, without constraining existing investment programmes, and without any additional call upon tax payers. Together with the related infrastructure works (e.g. covering of the ring road), a total of about USD 852 million (EUR 710 million) will be invested into state-of-the-art facilities for which a long term legacy exists.

Specific costs related to the construction of the Olympic Village at the Batignolles site, USD 1,024 million (EUR 854 million), will be financed by public authorities: City of Paris, Ile-de-France Region and French government.

Support operations for the Olympic and Paralympic Games (e.g. transport, security, medical services) will be provided at no cost by the different public services agencies.

The original documents are contained within the Guarantees File.

Non-OCOG capital investments

C - Capital investments	USD (000)
Airport	NR
Roads and railways	2,317,900
Visitor accommodation	NA
Sports venues	
- Competition venues	595,200
- Training venues	NA
Olympic Villages	2,480,200
Media Village	NA
Other (IBC, MPC and appropriate siteworks)	812,400
	6,205,700

NR: not relevant.
NA: not applicable.

6.6.2.b

Dépenses en capital consacrées aux sites USD (000)	BUDGET COJO			HORS BUDGET COJO			TOTAL
	B1 - ligne budgétaire 13			C			
	Nouvelles installations	Rénovation des installations existantes	Total intermédiaire	Nouvelles installations	Rénovation des installations existantes	Total intermédiaire	
Installations sportives							
Noyau Nord							
Stade de France®	Athlétisme ; Football ; Cérémonies	-	-	-	-	-	-
Centre Aquatique	Natation ; Natation synchronisée ; Plongeon ; Water-Polo	-	-	51 600	-	51 600	51 600
SuperDôme	Gymnastique artistique ; Gymnastique rythmique ; trampoline	-	-	285 600	-	285 600	285 600
Pavillon 1	Basketball	-	-	-	-	-	-
Pavillon 2	Boxe	-	-	-	-	-	-
Pavillon 3	Haltérophilie	-	-	-	-	-	-
Pavillon 4	Tennis de Table	-	-	-	-	-	-
Pavillon 5	Lutte ; Taekwondo	-	-	-	-	-	-
Pavillon 6	Handball	-	-	-	-	-	-
Noyau Ouest							
Stade Roland-Garros	Tennis	-	-	-	-	-	-
Stade du Parc des Princes	Football	-	-	-	-	-	-
Stade Jean-Bouin	Hockey	-	-	-	28 600	28 600	28 600
Dôme	Judo ; Badminton	-	-	104 400	-	104 400	104 400
Longchamp Bagatelle	Sports équestres ; Pentathlon moderne	-	-	-	-	-	-
Croix Catelan	Pentathlon moderne	-	-	-	5 500	5 500	5 500
Hippodrome d'Auteuil	Tir à l'arc	-	-	-	-	-	-
Pavillon 7	Escrime	-	-	-	-	-	-
Hors noyaux							
Tour Eiffel	Marathon ; Triathlon ; Cyclisme (CLMI)	-	-	-	-	-	-
Champ-de-Mars	Volleyball de plage	-	-	-	-	-	-
Palais Omnisport de Paris Bercy	Volleyball	-	-	-	3 000	3 000	3 000
Base Nautique de Vaires-sur-Marne	Aviron ; Canoë-Kayak (slalom ; eaux calmes)	-	-	41 400	12 000	53 400	53 400
Vélodrome St-Quentin-en-Yvelines	Cyclisme (sur piste)	-	-	42 100	-	42 100	42 100
Parc St-Quentin-en-Yvelines	Cyclisme (mountain bike ; BMX)	-	-	6 700	-	6 700	6 700
Château de Versailles	Cyclisme (course en ligne)	-	-	-	-	-	-
Centre de Tir Versailles	Tir	-	-	14 300	-	14 300	14 300
Centre Sportif Colombes	Baseball ; Softball	-	-	-	-	-	-
Province							
Port des Minimes - La Rochelle	Voile	-	-	-	-	-	-
Stade Vélodrome - Marseille	Football	-	-	-	-	-	-
Stade Gerland - Lyon	Football	-	-	-	-	-	-
Stade de la Beaujoire - Nantes	Football	-	-	-	-	-	-
Stade Bollaert - Lens	Football	-	-	-	-	-	-
Sous-total		-	-	546 100	49 100	595 200	595 200
Villages olympiques							
Village olympique - Paris		-	-	2 428 300	-	2 428 300	2 428 300
Village olympique - La Rochelle		-	-	51 900	-	51 900	51 900
Sous-total		-	-	2 480 200	-	2 480 200	2 480 200
CIRTV et CPP							
CIRTV et CPP		-	-	192 600	-	192 600	192 600
Sous-total		-	-	192 600	-	192 600	192 600
TOTAL		-	-	3 218 900	49 100	3 268 000	3 268 000

6.6.2.b

Capital investments by physical location USD (000)	OCOG BUDGET			NON-OCOG BUDGET			TOTAL
	B1 - budget line 13			C			
	New construction	Upgrading of existing construction	Sub-total	New construction	Upgrading of existing construction	Sub-total	
Sports facilities							
Northern Cluster							
Stade de France®	Athletics; Football; Ceremonies	-	-	-	-	-	-
Aquatic Centre	Aquatics (swimming, synchronised swimming, diving, water polo)	-	-	-	51,600	-	51,600
SuperDome	Gymnastics (artistic, rhythmic, trampoline)	-	-	-	285,600	-	285,600
Pavilion 1	Basketball	-	-	-	-	-	-
Pavilion 2	Boxing	-	-	-	-	-	-
Pavilion 3	Weightlifting	-	-	-	-	-	-
Pavilion 4	Table Tennis	-	-	-	-	-	-
Pavilion 5	Wrestling; Taekwondo	-	-	-	-	-	-
Pavilion 6	Handball	-	-	-	-	-	-
Western Cluster							
Roland-Garros Stadium	Tennis	-	-	-	-	-	-
Parc des Princes Stadium	Football	-	-	-	-	-	-
Jean-Bouin Stadium	Hockey	-	-	-	28,600	-	28,600
Dome	Judo; Badminton	-	-	-	104,400	-	104,400
Longchamp Bagatelle	Equestrian; Modern Pentathlon	-	-	-	-	-	-
Croix Catelan	Modern Pentathlon	-	-	-	5,500	-	5,500
Auteuil Racecourse	Archery	-	-	-	-	-	-
Pavilion 7	Fencing	-	-	-	-	-	-
Non-Cluster							
Eiffel Tower	Marathon; Triathlon; Cycling (time trial)	-	-	-	-	-	-
Champ-de-Mars	Beach Volleyball	-	-	-	-	-	-
Paris Bercy Dome	Volleyball	-	-	-	3,000	-	3,000
Vaires-sur-Marne Regatta Centre	Rowing; Canoe-Kayak (slalom; flatwater)	-	-	-	41,400	12,000	53,400
St-Quentin-en-Yvelines Velodrome	Cycling (track)	-	-	-	42,100	-	42,100
St-Quentin-en-Yvelines Park	Cycling (mountain bike; BMX)	-	-	-	6,700	-	6,700
Palace of Versailles	Cycling (road)	-	-	-	-	-	-
Versailles Shooting Centre	Shooting	-	-	-	14,300	-	14,300
Colombes Sports Centre	Baseball; Softball	-	-	-	-	-	-
Provinces							
Les Minimes Port - La Rochelle	Sailing	-	-	-	-	-	-
Velodrome Stadium - Marseille	Football	-	-	-	-	-	-
Gerland Stadium - Lyon	Football	-	-	-	-	-	-
La Beaujoire Stadium - Nantes	Football	-	-	-	-	-	-
Bollaert Stadium - Lens	Football	-	-	-	-	-	-
Sub-total		-	-	-	546,100	49,100	595,200
Olympic Villages							
Olympic Village - Paris		-	-	-	2,428,300	-	2,428,300
Ancillary Olympic Village - La Rochelle		-	-	-	51,900	-	51,900
Sub-total		-	-	-	2,480,200	-	2,480,200
IBC and MPC							
IBC and MPC		-	-	-	192,600	-	192,600
Sub-total		-	-	-	192,600	-	192,600
TOTAL		-	-	-	3,218,900	49,100	3,268,000

6.6.3 Flux de trésorerie

USD (000)

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	-7	-6	-5	-4	-3	-2	-1	0	+1	+2
Etat de la trésorerie en début d'année	-	-	-	-	-	-	-	225 911	95 833	1 768
Rentrées :										
- Financement bancaire	-	5 332	19 190	9 640	1 790	6 719	- 42 671	-	-	-
- Contribution CIO	-	-	-	27 000	51 000	57 000	210 000	255 000	-	-
- Parrainage TOP	-	-	-	-	4 688	4 688	4 688	60 937	-	-
- Etat, région, ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres revenus	-	-	-	250	500	85 892	418 494	917 258	-	-
Total rentrées	-	5 332	19 190	36 890	57 978	154 299	590 511	1 233 195	-	-
Sorties :										
- Dépenses en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Fonctionnement	-	5 332	19 190	36 890	57 978	154 299	364 600	1 363 273	94 065	-
Total sorties	-	5 332	19 190	36 890	57 978	154 299	364 600	1 363 273	94 065	-
Etat de la trésorerie en fin d'année	-	-	-	-	-	-	225 911	95 833	1 768	1 768
Ligne de crédit bancaire	-	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000
- moins trésorerie utilisée	-	- 5 332	- 24 522	- 34 162	- 35 952	- 42 671	-	-	-	-
Trésorerie disponible	-	42 668	23 478	13 838	12 048	5 329	48 000	48 000	48 000	48 000

6.6.4 Composition détaillée du budget

Comme demandé, un document détaillé justifiant la composition de chacun des postes budgétaires sera fourni au CIO au moins un mois avant la visite de la Commission d'Evaluation du CIO. Il précisera les noms et titres de toutes les personnes ayant contribué à la préparation du budget.

6.6.3 Cash Flow

USD (000)

Year	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	-7	-6	-5	-4	-3	-2	-1	0	+1	+2
Cash position Beginning of year	-	-	-	-	-	-	-	225,911	95,833	1,768
Cash inflows:										
- Bank Financing	-	5,332	19,190	9,640	1,790	6,719	-42,671	-	-	-
- IOC Contribution	-	-	-	27,000	51,000	57,000	210,000	255,000	-	-
- TOP Sponsorship	-	-	-	-	4,688	4,688	4,688	60,937	-	-
- State, region, city	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Other income	-	-	-	250	500	85,892	418,494	917,258	-	-
Total inflows	-	5,332	19,190	36,890	57,978	154,299	590,511	1,233,195	-	-
Cash outflows:										
- Capital investments	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Operations	-	5,332	19,190	36,890	57,978	154,299	364,600	1,363,273	94,065	-
Total outflows	-	5,332	19,190	36,890	57,978	154,299	364,600	1,363,273	94,065	-
Cash position End of year	-	-	-	-	-	-	225,911	95,833	1,768	1,768
Bank credit line	-	48,000	48,000	48,000	48,000	48,000	48,000	48,000	48,000	48,000
- Less cash utilised	-	-5,332	-24,522	-34,162	-35,952	-42,671	-	-	-	-
Cash available	-	42,668	23,478	13,838	12,048	5,329	48,000	48,000	48,000	48,000

6.6.4 Additional Financial Information

As requested, additional comprehensive financial data supporting the build-up of each financial category will be supplied to the IOC at least one month prior to the visit of the IOC Evaluation Commission. This will include the names and the qualifications of all people who have contributed to the preparation of the budget.